Les Canadiens s'emploient à moderniser une constitution rédigée à partir des réalités économiques qui prévalaient au milieu du siècle dernier. Il était alors impossible de prévoir les changements rapides qu'entraînerait la création d'un marché mondial.

Le gouvernement propose aux Canadiens une série de modifications qui permettront d'accroître la mobilité des personnes, des biens, des services et des capitaux au Canada, et qui constitueront la clé du renforcement de notre union économique.

Au moment même où dans le monde on cherche à promouvoir un resserrement des liens commerciaux, il existe au Canada un trop grand nombre d'obstacles au commerce entre les provinces.

Notre compétitivité sur les marchés internationaux est diminuée en raison des barrières désuètes qui existent sur notre marché intérieur. Aussi proposons-nous que d'ici 1995, la Constitution soit modifiée de façon à accroître la mobilité des personnes, des capitaux, des services et des biens au Canada.

Deux aspects importants sont à retenir. Premièrement, il faut poursuivre les efforts en cours afin d'éliminer les quelque 500 obstacles actuels au commerce entre les provinces. Deuxièmement, il peut exister des circonstances légitimes pour un gouvernement de vouloir maintenir certaines barrières, notamment pour des motifs d'intérêt national, de développement régional ou d'égalisation.

Cette révision de la Constitution n'est qu'une proposition parmi bien d'autres qui visent à renforcer le Canada en accordant au Parlement « un nouveau pouvoir d'adopter des lois nécessaires au bon fonctionnement de l'union économique » et en harmonisant les politiques fiscales de tous les gouvernements au Canada avec la politique monétaire nationale.

Il est suggéré dans les propositions fédérales qu'il y ait une meilleure coopération fédérale et provinciale au chapitre de l'union économique et ce, par l'intermédiaire du Conseil de la fédération. De plus, les dépenses au niveau fédéral seraient contrôlées en s'assurant que tout nouveau programme à frais partagés ne serait pas lancé sans l'accord de sept des dix provinces représentant 50 p. 100 de la population du Canada. Les changements proposés seraient suffisamment souples pour que toute province puisse décider de ne plus participer à un programme ou un autre et ce, avec compensations.

Nous proposons également de donner à la Banque du Canada un mandat clair et précis pour combattre l'inflation, et nous voulons élaborer conjointement avec les provinces des directives visant à harmoniser les politiques fédérales et provinciales en matière de fiscalité et de dépenses. Ces changements ne touchent